

Art. 7. § 1. De Waalse Huisvestingsmaatschappij bepaalt het maximumbedrag van de subsidie op grond van de raming van de aanvraag om subsidie die door haar wordt goedgekeurd.

§ 2. Het definitieve bedrag van de subsidie wordt door de Waalse Huisvestingsmaatschappij vastgesteld bij de goedkeuring door de maatschappij van de beslissing over de wijze van gunning van de opdrachten.

De subsidie dekt het overgenomen bedrag van de werken dat verhoogd is met een kostencoëfficiënt bepaald door de Waalse Huisvestingsmaatschappij.

§ 3. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de financiering ter aanvulling van de subsidie door de opbrengst van leningen die door het Waalse Gewest gedekt worden.

§ 4. Het Waalse Gewest voorziet in de uitbetaling van de voorschotten met bepaling van :

- 1° de voorgeschoten bedragen;
- 2° van de terug te betalen bedragen;
- 3° de annuïteiten, de jaarlijkse rentevoet, hun progressie en hun gangbare looptijd;
- 4° de verschuldigde interest.

Voorschotten worden pas uitbetaald na goedkeuring door de Minister.

§ 5. De Waalse Huisvestingsmaatschappij kan toelaten dat complementaire projecten gefinancierd worden door publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen.

Art. 8. De Minister betaalt de Waalse Huisvestingsmaatschappij het op de begroting uitgetrokken bedrag uit op grond van de maandelijkse schuldvorderingsaangiften die door haar worden opgemaakt en van het visum worden voorzien door de commissarissen van de Regering.

De schuldvorderingsaangifte vermeldt voor elk bouwwerk de datum van de goedkeuring van de beslissing door de Waalse Huisvestingsmaatschappij over de wijze van gunning van de opdracht.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij betaalt de maatschappij de subsidie uit op grond van de door deze laatste ingediende fondsenaanvragen.

Art. 9. Voor de voor gemeenschappelijke voorzieningen bestemde gronden wordt de in artikel 63 van de Waalse Huisvestingscode bedoelde termijn op dertig jaar vastgesteld, te rekenen vanaf de uitvoering ervan.

Art. 10. Het bedrag dat de maatschappij moet terugbetalen in geval van niet-naleving van de voorwaarden betreffende de toekenning van de subsidie, wordt vastgesteld als volgt : $R = (1 - (D/30)^2) \times M$,

waarbij :

- R staat voor het bedrag dat terugbetaald moet worden;
- D voor de in jaren uitgedrukte duur van de periode waarin de voorwaarden werden nageleefd;
- M voor het bedrag van de subsidie.

Als de bouw van de woningen of de aanleg van de gemeenschappelijke voorzieningen binnen vijf jaar na het einde van de slopingswerken niet wordt uitgevoerd, betaalt de begunstigde het bedrag van de subsidie terug.

Art. 11. Dit besluit is van toepassing op de in artikel 2 bedoelde verrichtingen die door de Waalse Huisvestingsmaatschappij worden uitgevoerd.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Art. 13. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 744

[C - 99/27184]

11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 56, 60 à 68, 79, 88, § 2, 6°, 89 et 96;

Vu le Code wallon du l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 173 et 182;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1^{er} mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

3° la société : la société de logement de service public;

4° le coût du logement : le montant total des dépenses comptabilisées comme telles par la société pour l'acquisition, la réhabilitation d'un logement amélioré ou la restructuration d'un bâtiment tous frais compris, à l'exclusion de la valeur du terrain et du coût de l'aménagement des abords.

Art. 2. La Société wallonne peut accorder une subvention à la société pour la réhabilitation d'un logement amélioré ou la restructuration d'un bâtiment amélioré afin de créer des logements de transit, dans la mesure où les travaux visés à l'article 3 ne sont pas pris en charge par des pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Art. 3. § 1^{er}. La subvention est fixée à 90 % du coût des travaux de réhabilitation d'un logement amélioré ou de restructuration d'un bâtiment.

La subvention est portée à 100 % des coûts précités pour les bâtiments situés dans un quartier spécifique.

Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par quartier spécifique :

1° une zone visée à l'article 79, § 2, 2°, 3° et 4°, du Code wallon du Logement;

2° une zone d'actions prioritaires (ZAP) visée à l'article 4 de l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

3° un périmètre de rénovations reconnu en vertu de l'article 173 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

4° un site d'activité économique désaffecté reconnu en vertu de l'article 167 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le bénéfice de la présente disposition est également applicable aux sociétés en difficulté financière structurelle.

§ 2. Si une partie du bâtiment amélioré doit être démolie, les travaux appropriés, visés à l'article 1^{er}, 13°, du Code wallon du Logement, comprennent la démolition et la reconstruction d'un volume équivalent à la partie du bâtiment démolie.

§ 3. La société peut affecter en partie le bâtiment à une autre destination que le logement. Dans ce cas, la subvention est octroyée au prorata de la superficie affectée au logement.

§ 4. Sont exclus du calcul de la subvention :

1° les travaux d'embellissement de façades, qui ne résolvent pas de facteurs d'insalubrité;

2° les travaux de finition à l'exception de ceux relatifs aux espaces communs des bâtiments;

3° les travaux d'aménagement d'abords.

Art. 4. § 1^{er}. Le bénéfice de la subvention est subordonné au respect des conditions visées aux §§ 2 à 6.

§ 2. Le coût du logement, hors acquisition, n'excède pas 1 600 000 francs pour une maison ou 1 400 000 francs pour un appartement ou 800 000 francs pour un logement collectif. Le coût des travaux par mètre carré de superficie utile de logement ne peut dépasser pas 20 000 francs hors T.V.A.

Pour les immeubles à appartements et les logements collectifs, le coût des espaces communs est inclus dans le coût des logements.

Sur proposition motivée de la Société wallonne, le Ministre peut accorder une dérogation à ces montants si le bâtiment présente une valeur patrimoniale significative ou si le surcoût est lié à une opération spécifique.

§ 3. Le délai de réalisation de l'opération est de 2 ans entre la notification de la subvention par la Société wallonne et le dépôt du dossier contenant le résultat d'adjudication à cette dernière par la société. Sur proposition de la Société wallonne, le Ministre peut accorder un délai supplémentaire d'un an.

§ 4. Le logement est conforme aux critères définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère amélioré ou non des logements, ainsi que les critères minimaux d'octroi des subventions.

§ 5. La société s'engage à prendre toutes les mesures conservatoires à l'égard du bâtiment.

§ 6. A la date de la demande de subvention, le logement amélioré ne peut faire partie du patrimoine locatif de la société depuis plus d'un an.

Art. 5. La société introduit une demande de subvention auprès de la Société wallonne selon les modalités déterminées par celle-ci.

Art. 6. § 1^{er}. La Société wallonne fixe le montant maximum de la subvention sur base de l'estimation de la demande de subvention approuvée par la Société wallonne.

Le choix des projets se fait selon les modalités déterminées par la Société wallonne.

§ 2. Le montant définitif de la subvention est fixé par la Société wallonne lors de l'approbation de la décision d'attribution du marché par la société.

La subvention couvre le montant des travaux pris en charge majoré d'un coefficient de frais fixé par la Société wallonne.

§ 3. La Société wallonne assure le financement complémentaire à la subvention par le produit d'emprunts garantis par la Région wallonne.

§ 4. La Société wallonne arrête un règlement des avances réglant le calcul :

- 1° du montant des avances;
- 2° du montant du remboursement;
- 3° des annuités, du taux annuel, de leur progression et de leur prise de cours;
- 4° de la déduction des intérêts.

§ 5. La Société wallonne peut autoriser le financement de projets complémentaires par des personnes morales de droit public ou de droit privé.

Art. 7. Le Ministre liquide le montant inscrit au budget à la Société wallonne sur la base de déclarations de créance mensuelles établies par elle et visées par les commissaires du Gouvernement.

La déclaration de créance reprend pour chaque chantier la date d'approbation de la décision d'attribution du marché par la Société wallonne.

La Société wallonne liquide la subvention à la société sur base des demandes de fonds introduites par celle-ci.

Art. 8. § 1^{er}. Pour être admis dans le logement, le ménage doit être en état de précarité ou privé de logement pour des motifs de force majeure.

Le montant mensuel des ressources du ménage visé à l'article 1^{er}, 29, c, du Code wallon du Logement faisant l'objet d'une guidance auprès d'un service de médiation de dettes ne dépasse pas 120% du montant du minimum de moyens d'existence correspondant à la composition de ce ménage.

§ 2. Le ménage est hébergé pour une période maximale de 6 mois. A l'expiration de cette période, si le ménage est toujours privé de logement pour un motif de force majeure ou en état de précarité visé à l'article 1^{er}, 29°, du Code wallon du Logement, la société peut lui accorder une nouvelle période d'occupation de 6 mois maximum.

Art. 9. L'indemnité mensuelle d'occupation ne peut être supérieure à 20 % :

- 1° des revenus mensuels du ménage visé à l'article 1^{er}, 29°, a ou b, du Code wallon du Logement;
- 2° des ressources mensuelles du ménage visé à l'article 1^{er}, 29°, c, du Code wallon du Logement.

Ce montant englobe toutes les charges, à l'exception de celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité, au chauffage, à la télédistribution et au téléphone.

La relation entre la société et l'occupant est réglée par une convention d'occupation précaire.

Art. 10. La société garantit au ménage, pendant la durée de l'hébergement, un accompagnement social, visant à son transfert vers un logement stable.

Cet accompagnement doit favoriser la recherche active d'un autre logement dans les délais compatibles avec la situation du ménage, la mise en ordre de sa situation administrative et sociale, la constitution d'une garantie locative et le paiement régulier de l'indemnité d'occupation.

Si nécessaire, l'accompagnement favorise la prise de décision, la responsabilisation des personnes, l'utilisation adéquate du logement et le respect du voisinage et de son environnement.

Art. 11. Le montant à rembourser par le bénéficiaire en cas de non-respect des conditions d'octroi de la subvention est fixé par la formule suivante : $R = (1 - (D/9)^2) \times M$

où : R = le montant du remboursement;
D = la durée, en années, pendant laquelle les conditions ont été respectées;
M = le montant de la subvention.

Art. 12. Le présent arrêté s'applique aux opérations, visées à l'article 2, mises en œuvre par la Société wallonne.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Art. 14. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 744

[C - 99/27184]

11. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung durch die "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Übergangswohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 58, 60 bis 68, 79, 88, § 2, 6°, 89 und 96;
Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 173 und 182;

Aufgrund des Gutachtens der "Société wallonne du Logement";

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wallonischen Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

In der Erwägung, daß die Angleichung der verschiedenen Informationssysteme am 1. März 1999 erfolgt sein muß;

In der Erwägung, daß nicht nur die EDV- und Verwaltungsverfahren, sondern auch die durch die Ausführungserlasse des Wohngesetzbuches vorgeschriebenen Verwaltungsunterlagen sowie die Information der Bediensteten dementsprechend anzupassen sind;

In der Erwägung, daß infolgedessen eine dringende Verabschiedung der Ausführungsbestimmungen des Gesetzbuches aus Gründen der Rechtssicherheit und der Kontinuität der Dienste benötigt wird;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° die Wallonische Gesellschaft: die "Société wallonne du Logement";

3° die Gesellschaft: die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

4° Kosten der Wohnung: der Gesamtbetrag der von der Gesellschaft als solche gebuchten Ausgaben für den Erwerb, die Sanierung einer verbesserungsfähigen Wohnung oder die Umgestaltung eines Gebäudes, alle Kosten inbegriffen, mit Ausnahme des Werts des Grundstücks und der Kosten für die Gestaltung der Umgebung.

Art. 2 - Die Wallonische Gesellschaft kann der Gesellschaft einen Zuschuß für die Sanierung einer verbesserungsfähigen Wohnung oder für die Umgestaltung eines verbesserungsfähigen Gebäudes gewähren, um Übergangswohnungen zu schaffen, sofern die in Artikel 3 erwähnten Arbeiten nicht aufgrund von anderen gesetzlichen bzw. verordnungsrechtlichen Bestimmungen von öffentlichen Behörden übernommen werden.

Art. 3 - § 1. Der Zuschuß wird auf 90 % der Arbeitskosten für die Sanierung einer verbesserungsfähigen Wohnung oder für die Umgestaltung eines Gebäudes festgelegt.

Der Zuschuß wird für die Gebäude, die in einem spezifischen Viertel gelegen sind, auf 100 % der vorerwähnten Kosten erhöht.

Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter spezifischem Viertel:

1° ein in Artikel 79, § 2, 2°, 3° und 4° des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähntes Gebiet;

2° ein in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. März 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 4. Juli 1996 über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft erwähntes vorrangiges Aktionsgebiet (ZAP);

3° ein aufgrund von Artikel 173 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe anerkanntes Renovierungsgebiet;

4° ein aufgrund von Artikel 167 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe anerkanntes stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände.

Der Vorteil der vorliegenden Bestimmung findet ebenfalls Anwendung auf die Gesellschaften in strukturellen finanziellen Schwierigkeiten.

§ 2. Wenn ein Teil des verbesserungsfähigen Gebäudes abzubrechen ist, umfassen die geeigneten, in Artikel 1, 13° des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Arbeiten den Abbruch und den Wiederaufbau eines Volumens, das dem Teil des abgebrochenen Gebäudes entspricht.

§ 3. Die Gesellschaft kann das Gebäude teilweise zu anderen Zwecken als zu Wohnzwecken bestimmen. In diesem Fall wird der Zuschuß im Verhältnis zu der zu Wohnzwecken bestimmten Fläche gewährt.

§ 4. Bei der Berechnung des Zuschusses wird das Folgende nicht berücksichtigt:

1° die Arbeiten zur Verschönerung von Fassaden, die keiner Ursache der Gesundheitsschädlichkeit abhelfen;

2° die Endbearbeitungsarbeiten, mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die gemeinschaftlichen Räume der Gebäude beziehen;

3° die Arbeiten zur Gestaltung der Umgebung.

Art. 4 - § 1. Der Anspruch auf den Zuschuß unterliegt der Einhaltung der in § 2 bis § 6 erwähnten Bedingungen.

§ 2. Die Kosten der Wohnung, ohne Erwerb, überschreiten nicht 1 600 000 BEF für ein Haus, 1 400 000 BEF für ein Appartement oder 800 000 BEF für eine Gemeinschaftswohnung. Die Arbeitskosten pro Quadratmeter Nutzfläche der Wohnung dürfen 20 000 BEF ohne MwSt. nicht überschreiten.

Für die Appartementgebäude und die Gemeinschaftswohnungen sind die Kosten der gemeinschaftlichen Räume in den Kosten der Wohnungen inbegriffen.

Auf begründeten Vorschlag der Wallonischen Gesellschaft kann der Minister eine Abweichung von diesen Beträgen bewilligen, wenn das Gebäude einen bedeutenden Wert als Erbgut aufweist oder wenn die Mehrkosten mit einer spezifischen Maßnahme verbunden sind.

§ 3. Die Frist für die Durchführung der Maßnahme beträgt 2 Jahre zwischen dem Tag, an dem die Wallonische Gesellschaft die Gewährung des Zuschusses notifiziert, und dem Tag, an dem die Gesellschaft bei der Wallonischen Gesellschaft die Akte, die das Ergebnis der Ausschreibung enthält, einreicht. Auf Vorschlag der Wallonischen Gesellschaft kann der Minister eine Fristverlängerung von einem Jahr gewähren.

§ 4. Die Wohnung stimmt mit den Kriterien überein, die in dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnung sowie die Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen bestimmt werden.

§ 5. Die Gesellschaft verpflichtet sich, alle Sicherungsmaßnahmen bezüglich des Gebäudes zu treffen.

§ 6. Am Datum des Zuschußantrags kann die verbesserungsfähige Wohnung nicht dem Mietvermögen der Gesellschaft seit mehr als einem Jahr angehören.

Art. 5 - Die Gesellschaft reicht einen Zuschußantrag bei der Wallonischen Gesellschaft, nach den von ihr bestimmten Modalitäten, ein.

Art. 6 - § 1. Die Wallonische Gesellschaft bestimmt den Höchstbetrag des Zuschusses auf der Grundlage der von der Wallonischen Gesellschaft genehmigten Veranschlagung bezüglich des Zuschußantrags.

Die Wahl der Projekte erfolgt nach den von der Wallonischen Gesellschaft festgelegten Modalitäten.

§ 2. Der endgültige Betrag des Zuschusses wird von der Wallonischen Gesellschaft bei der Genehmigung des Beschlusses der Gesellschaft zur Vergabe des Auftrags festgelegt.

Der Zuschuß deckt den Betrag der übernommenen Arbeiten zuzüglich eines von der Wallonischen Gesellschaft festgelegten Kostenkoeffizienten.

§ 3. Die Wallonische Gesellschaft gewährleistet die den Zuschuß ergänzende Finanzierung durch den Ertrag von durch die Wallonische Region gebürgten Anleihen.

§ 4. Die Wallonische Gesellschaft setzt eine Regelung über die Vorschüsse fest, in der die Berechnung des Folgenden bestimmt wird:

- 1° der Betrag der Vorschüsse;
- 2° der Betrag der Rückzahlung;
- 3° die Annuitäten, deren jährliche Steigerungsrate und das Datum, ab dem sie laufen;
- 4° die Zinszahlungsverpflichtungen.

§ 5. Die Wallonische Gesellschaft kann die Finanzierung zusätzlicher Projekte durch juristische Personen öffentlichen bzw. privaten Rechts erlauben.

Art. 7 - Der Minister zahlt der Wallonischen Gesellschaft den im Haushaltsplan eingetragenen Betrag aus, auf der Grundlage von monatlichen Forderungsanmeldungen, die von der Wallonischen Gesellschaft erstellt und von den Kommissaren der Regierung mit einem Sichtvermerk versehen werden.

In der Forderungsanmeldung wird für jede Baustelle das Datum angegeben, an dem die Wallonische Gesellschaft den Beschluß zur Vergabe des Auftrags genehmigt hat.

Die Wallonische Gesellschaft zahlt der Gesellschaft den Zuschuß aus, auf der Grundlage der Anträge auf Gelder, die diese eingereicht hat.

Art. 8 - § 1. Um in der Wohnung zugelassen zu werden, muß der Haushalt in prekären Verhältnissen leben oder ein Haushalt sein, der wegen höherer Gewalt wohnungslos ist.

Der in Artikel 1, 29°, c des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnte Betrag der monatlichen Einkünfte des Haushalts, der von einer Schuldenvermittlungsstelle betreut wird, darf 120 % des Existenzminimums, das der Zusammensetzung dieses Haushalts entspricht, nicht überschreiten.

§ 2. Der Haushalt wird für eine Höchstperiode von 6 Monaten untergebracht. Nach Ablauf dieser Periode kann der Antragsteller dem Haushalt eine neue Wohnungsperiode von höchstens 6 Monaten gewähren, wenn er noch immer wegen höherer Gewalt wohnungslos ist oder in prekären Verhältnissen gemäß Artikel 1, 29° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches lebt.

Art. 9 - Der Betrag der monatlichen Bewohnungsentschädigung darf 20 % des Folgenden nicht überschreiten:

- 1° des monatlichen Einkommens des in Artikel 1, 29°, a oder b des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Haushalts;
- 2° der monatlichen Einkünfte des in Artikel 1, 29°, c des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Haushalts

Dieser Betrag umfaßt die gesamten Nebenkosten mit Ausnahme derjenigen, die die Versorgung von Wasser, Gas, Strom, die Heizung, das Kabelfernsehen und das Telefon betreffen.

Die Beziehung zwischen der Gesellschaft und dem Bewohner wird durch eine Vereinbarung zur prekären Bewohnung geregelt.

Art. 10 - Während der Dauer der Unterbringung gewährleistet die Gesellschaft dem Haushalt eine soziale Betreuung, die zum Zweck hat, den Umzug in eine feste Wohnung zu fördern.

Diese Betreuung muß die aktive Suche nach einer anderen Wohnung innerhalb von mit der Haushaltslage vereinbaren Fristen, die Klärung seiner Verwaltungs- und sozialen Lage, die Sicherstellung einer Mietgarantie und die regelmäßige Zahlung der Bewohnungsentschädigung fördern.

Falls nötig fördert die Betreuung ebenfalls die Beschlußfassung, die allmähliche Übernahme der Verantwortung durch die Personen, die geeignete Benutzung der Wohnung und die Rücksicht auf die Nachbarschaft und die Umwelt.

Art. 11 - Der vom Empfänger zurückzuzahlende Betrag bei Nichteinhaltung der Gewährungsbedingungen des Zuschusses wird mittels der folgenden Formel festgelegt: $R = (1 - (D/9)^2) \times M$,

- wobei: R = Betrag der Rückerstattung;
D = Dauer in Jahren, während deren die Bedingungen eingehalten worden sind;
M = Betrag des Zuschusses.

Art. 12 - Der vorliegende Erlaß finden Anwendung auf die in Artikel 2 erwähnten Maßnahmen, die von der Wallonischen Gesellschaft durchgeführt werden.

Art. 13 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

Art. 14 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 744

[C - 99/27184]

11 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op het optrekken van transitwoningen

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 56, 60 tot en met 68, 79, 88, § 2, 6°, 89 en 96; Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 173 en 182;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat de aanpassing van de verschillende informatiesystemen per 1 maart 1999 doorgevoerd moet zijn;

Overwegende dat daarmee bedoeld worden de informatica- en bestuursprocedures, maar ook de bij de uitvoeringsbesluiten van de Code opgelegde administratieve documenten, alsmede de voorlichting van de personeelsleden;

Overwegende dat de bepalingen van de Code omwille van de rechtszekerheid en de continuïteit van de diensten bijgevolg dringend aangenomen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Huisvesting;

2° Waalse Huisvestingsmaatschappij : de "Société wallonne du Logement";

3° maatschappij : de openbare huisvestingsmaatschappij;

4° kostprijs van de woning : het totaalbedrag van de uitgaven die als dusdanig in rekening zijn gebracht door de maatschappij voor de aankoop, de renovatie van een verbeterbare woning of de herstructurering van een gebouw, alle kosten inbegrepen, de waarde van de bouwgrond en de kostprijs voor het aanleggen van de directe omgeving uitgesloten.

Art. 2. De Waalse Huisvestingsmaatschappij kan een subsidie aan de maatschappij toekennen voor de renovatie van een verbeterbare woning of de herstructurering van een verbeterbaar gebouw om er transitwoningen van te maken, voor zover de kosten voor de werken bedoeld in artikel 3 niet gedragen worden door de overheid krachtens andere wettelijke of regelgevende bepalingen.

Art. 3. § 1. De subsidie wordt bepaald op 90 % van de kostprijs van de renovatiewerken van een verbeterbare woning of van de herstructureringswerken van een gebouw.

De subsidie wordt op 100 % van de bovenvermelde kosten gebracht voor gebouwen die in een specifieke wijk gelegen zijn.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder specifieke wijk :

1° een gebied bedoeld in artikel 79, § 2, 2°, 3° en 4°, van de Waalse Huisvestingscode;

2° een prioritaire actiezone bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

3° een krachtens artikel 173 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium erkende stadsvernieuwingsomtrek;

4° een krachtens artikel 167 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium erkende afgedankte bedrijfsruimte.

Deze bepaling wordt ook toegepast op maatschappijen die te kampen hebben met financiële problemen van structurele aard.

§ 2. Als een verbeterbaar gebouw gedeeltelijk gesloopt moet worden, omvatten de betreffende werken bedoeld in artikel 1, 13°, van de Waalse Huisvestingscode de slooping en de heropbouw van een gebouwvolume dat overeenstemt met het gesloopte gedeelte.

§ 3. De maatschappij kan het gebouw gedeeltelijk een andere bestemming geven dan de huisvesting. In dat geval wordt de subsidie toegekend in verhouding tot de voor de huisvesting bestemde oppervlakte.

§ 4. De volgende werken komen niet in aanmerking voor de berekening van de subsidie :

1° de werken ter verfraaiing van de huisgevels die ongezonderheidsfactoren niet verhelpen;

2° de afwerking, met uitzondering van de afwerking van de gemeenschappelijke ruimten van de gebouwen;

3° de werken voor het aanleggen van de directe omgeving.

Art. 4. § 1. De subsidie wordt toegekend mits naleving van de voorwaarden bedoeld in de §§ 2 tot en met 6.

§ 2. De kostprijs, aankoop niet inbegrepen, van de woning mag niet meer bedragen dan 1 600 000 BEF voor een huis of 1 400 000 BEF voor een appartement of 800 000 BEF voor een gemeenschappelijke woning. De kostprijs van de werken per vierkante meter nuttige woonoppervlakte mag, BTW niet inbegrepen, het bedrag van 20 000 BEF niet overschrijden.

Wat betreft flatgebouwen en gemeenschappelijke woningen zijn de kosten van de gemeenschappelijke ruimten inbegrepen in de kostprijs van de woningen.

Na een met redenen omkleed voorstel dat hem door de Waalse Huisvestingsmaatschappij wordt voorgelegd mag de Minister toestaan dat van die bedragen wordt afgeweken indien het gebouw op het vlak van monumentenzorg waardevol is of indien de meerkost toe te schrijven is aan een welbepaald werk.

§ 3. De termijn waarin de verrichting moet worden uitgevoerd, bedraagt twee jaar tussen de kennisgeving van de subsidie door de Waalse Huisvestingsmaatschappij en de indiening van het dossier met het resultaat van de toewijzing aan deze laatste door de maatschappij. Op voorstel van de Waalse Huisvestingsmaatschappij kan de Minister de termijn met één jaar verlengen.

§ 4. De woning is conform de criteria die bepaald zijn in het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen, alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald.

§ 5. De maatschappij verbindt zich ertoe alle bewarende maatregelen te treffen met betrekking tot het gebouw.

§ 6. Op de datum van de subsidieaanvraag mag de verbeterbare woning sinds meer dan één jaar geen deel uitmaken van het bestand van huurwoningen van de maatschappij.

Art. 5. De maatschappij dient haar subsidieaanvraag in bij de Waalse Huisvestingsmaatschappij volgens de door deze laatste bepaalde voorwaarden.

Art. 6. § 1. De Waalse Huisvestingsmaatschappij bepaalt het maximumbedrag van de subsidie op grond van de raming van de subsidieaanvraag die door haar is goedgekeurd.

De projecten worden uitgekozen volgens de door de Waalse Huisvestingsmaatschappij bepaalde voorwaarden.

§ 2. Het definitieve bedrag van de subsidie wordt door de Waalse Huisvestingsmaatschappij vastgesteld bij de goedkeuring van de beslissing over de gunning van de opdracht door de maatschappij.

De subsidie dekt het bedrag van de werken waarvan de lasten zijn overgenomen, verhoogd met een kostencoëfficiënt bepaald door de Waalse Huisvestingsmaatschappij.

§ 3. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de financiering ter aanvulling van de subsidie door de opbrengst van leningen die door het Waalse Gewest gedekt worden.

§ 4. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de uitbetaling van de voorschotten met bepaling van :

- 1° de voorgesloten bedragen;
- 2° van de terug te betalen bedragen;
- 3° de annuïteiten, de jaarlijkse rentevoet, hun progressie en hun gangbare looptijd;
- 4° de verschuldigde interest.

§ 5. De Waalse Huisvestingsmaatschappij kan toelaten dat aanvullende projecten gefinancierd worden door publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen.

Art. 7. De Minister betaalt de Waalse Huisvestingsmaatschappij het op de begroting uitgetrokken bedrag uit op grond van de maandelijkse aangiften van schuldvordering die door de Waalse Huisvestingsmaatschappij worden opgemaakt en met het visum van de commissarissen van de Regering worden voorzien.

In de aangifte van schuldvordering staat voor elk bouwwerk de datum vermeld waarop de beslissing over de gunning van de opdracht door de Waalse Huisvestingsmaatschappij werd goedgekeurd.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij betaalt de maatschappij de subsidie uit op grond van de door deze laatste ingediende fondsenaanvragen.

Art. 8. § 1. Recht op bewoning van dergelijke woningen hebben gezinnen die in een precaire toestand verkeren of door overmacht hun woning verloren hebben.

Het maandbedrag van het inkomen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29°, c van de Waalse Huisvestingscode en dat begeleid wordt door een dienst voor schuldbemiddeling mag niet meer bedragen dan 120 % van het minimumbedrag van de bestaansmiddelen die overeenstemmen met de gezinssamenstelling.

§ 2. Het gezin kan hoogstens zes maanden worden ondergebracht in een transitwoning. Na afloop van die termijn kan de maatschappij die termijn met hoogstens zes maanden verlengen, indien het gezin nog steeds door overmacht zonder woning is of in een precaire toestand verkeert.

Art. 9. De maandelijkse vergoeding voor het betrekken van een transitwoning mag niet meer bedragen dan 20 % van :

- 1° het maandinkomen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29°, a of b, van de Waalse Huisvestingscode;
- 2° de maandelijkse bestaansmiddelen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29°, c, van de Waalse Huisvestingscode.

In dat bedrag zitten alle lasten vervat, behalve die voor water, gas, elektriciteit, verwarming, kabelverdeling en telefoon.

De verhouding tussen aanvrager en bewoner wordt geregeld door een overeenkomst voor precaire bewoning.

Art. 10. Door de maatschappij wordt aan het gezin gewaarborgd dat het tijdens het bewonen van de transitwoning sociaal begeleid wordt met het oog op diens overplaatsing naar een vaste woning.

Door die begeleiding moet voorzien worden in het actieve zoeken naar een andere woning binnen een termijn die verenigbaar is met de toestand van het gezin, met het recht trekken van diens administratieve en maatschappelijke toestand, met het bijeen sparen van het geld nodig voor de huurwaarborg en de geregelde betaling van de vergoeding voor het betrekken van een transitwoning.

Indien nodig wordt door de begeleiding ervoor gezorgd dat het treffen van de nodige beslissingen, de responsabilisering van de betrokkenen, het adequate gebruik van de woning en het respect voor buurt en omgeving worden bijgebracht.

Art. 11. Het bedrag dat de tegemoetkomingsgerechtigde moet terugbetalen in geval van niet-naleving van de voorwaarden betreffende de toekenning van de subsidie, wordt vastgesteld als volgt : $R = (1 - (D/9)^2) \times M$,

waarbij : R = staat voor het bedrag dat terugbetaald moet worden;

D, voor de in jaren uitgedrukte duur van de periode waarin de voorwaarden werden nageleefd;

M, voor het bedrag van de subsidie.

Art. 12. Dit besluit is van toepassing op de in artikel 2 bedoelde verrichtingen die door de Waalse Huisvestingsmaatschappij worden uitgevoerd.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Art. 14. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 745

[C - 99/27182]

**11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public
en vue de la création de logements d'insertion**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 57, 60 à 68, 79, 88, § 2, 6°, 89 et 96;

Vu le Code wallon du l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 173 et 182;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3,

§ 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1^{er} mars 1999 l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;

Considérant que sont ainsi visés les procédures informatiques et administratives mais également les documents administratifs qu'imposent les arrêtés d'exécution du Code, ainsi que l'information des agents;

Considérant qu'en conséquence, la sécurité juridique et la continuité des services recommandent l'adoption urgente des dispositions d'exécution du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

3° la société : la société de logement de service public;

4° le coût du logement : le montant total des dépenses comptabilisées comme telles par la société pour l'acquisition, la réhabilitation d'un logement améliorable ou la restructuration d'un bâtiment tous frais compris, à l'exclusion de la valeur du terrain et du coût de l'aménagement des abords.

Art. 2. La Société wallonne peut accorder une subvention à la société pour la réhabilitation d'un logement améliorable ou la restructuration d'un bâtiment améliorable afin de créer des logements d'insertion, dans la mesure où les travaux visés à l'article 3 ne sont pas pris en charge par des pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Art. 3. § 1^{er}. La subvention est fixée à 90 % du coût des travaux de réhabilitation d'un logement améliorable ou de restructuration d'un bâtiment améliorable.

La subvention est portée à 100 % des coûts précités pour les bâtiments situés dans un quartier spécifique.

Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par quartier spécifique :

1° une zone visée à l'article 79, § 2, 2°, 3° et 4°, du Code wallon du Logement;

2° une zone d'actions prioritaires (ZAP) visée à l'article 4 de l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;